



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2024340-0001

Arrêté de prescriptions complémentaires relatif à l'augmentation en capacité d'une ligne de transformation de papier et à l'ouverture du site à des fins de fluidification des échanges de marchandises pour les installations de la société WEPA France situées sur le territoire des communes de TORVILLIERS et SAINTE-SAVINE

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 2 décembre 2021 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 (transformation du papier, carton) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01-1477A du 14 mai 2001 applicable aux installations de la société WEPA France, dénommée « exploitant » dans la suite du présent arrêté ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2019053-0002 du 22 février 2019 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2024080-0002 du 20 mars 2024 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2024316-0001 du 11 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU la décision préfectorale du 2 juillet 2024 de non-soumission à évaluation environnementale du projet d'augmentation de la capacité de transformation de papier de l'installation ;

VU le porter-à-connaissance déposé le 17 juin 2024 auprès des services de la préfecture de l'Aube, par l'exploitant ;

VU le rapport d'instruction de l'inspection des installations classées et les propositions du 25 juillet 2024 ;

VU le projet d'arrêté porté le 23 août 2024 à la connaissance du demandeur ;

VU les observations présentées par l'exploitant sur ce projet par courriel du 25 novembre 2024 ;

CONSIDERANT que les modifications sollicitées dans le dossier de porter-à-connaissance susvisé concernent :

- un projet d'augmentation de la capacité de transformation qui vise une nouvelle production maximale de 280 t/j par la modification d'une ligne de production,
- un projet d'ouverture du site au niveau de ses bassins d'orage, afin de fluidifier les échanges avec TCP et soulager la circulation routière sur l'axe RN440 ;

CONSIDERANT que le projet de modification de ligne ne modifie pas le classement actuel du site soumis à autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT que le projet ne nécessite pas de stockage supplémentaire de produits combustibles par rapport aux volumes déjà autorisés ;

CONSIDERANT que le projet de ligne n'augmente pas de manière substantielle les risques chroniques et accidentels associés à l'installation ;

CONSIDERANT que le projet d'ouverture du site n'augmente pas de manière substantielle les risques chroniques et accidentels associés à l'installation ;

CONSIDERANT que l'instruction du dossier de porter-à-connaissance susvisé démontre que les modifications projetées par l'exploitant ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient d'acter et d'encadrer ces modifications par arrêté préfectoral complémentaire, en mettant à jour la situation administrative du site, son périmètre d'implantation ainsi que l'encadrement de ses suivis acoustiques ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation

Les dispositions complémentaires des articles suivants s'appliquent aux installations classées pour la protection de l'environnement situées sur le territoire des communes de TORVILLIERS et SAINTE-SAVINE et exploitées par la société WEPA France, désignée « exploitant » dans le présent arrêté.

Article 2 : Nature des installations

Article 2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique ICPE

Les installations exploitées sont classées selon les rubriques et régimes définis dans le tableau ci-dessous :

Rubrique ICPE	Intitulé de la rubrique ICPE	Caractéristiques de l'installation	Régime
3610-b	Fabrication, dans des installations industrielles, de : b) Papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 t/j	Capacité de production : 100 t/j	A

Rubrique ICPE	Intitulé de la rubrique ICPE	Caractéristiques de l'installation	Régime
1530-1	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues, la quantité stockée étant : 1. supérieure à 50 000 m ³	Stockage de : <ul style="list-style-type: none"> • Bobines de papier V = 36 000 m³ + 14 500 m³ • Pâte à papier V = 45 000 m³ • Produits finis V = 64 000 m³ V total = 159 500 m ³	A
2260-1a	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315, 2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, 2718, 2780, 2781, 2782, 2790, 2791, 2794, 3610, 3620, 3642 ou 3660. 1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a) Supérieure à 500 kW	Broyage de substances végétales et organiques (pâte à papier) Puissance totale installée : 1,2 MW	E
2445-1	Transformation du papier, carton La capacité de production étant : 1. supérieure à 20 t/j	Capacité de production autorisée : 280 t/j	E
2910-A2	Combustion. L'installation consommant exclusivement seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse. La puissance thermique de l'installation étant comprise entre 2 et 20 MW	<ul style="list-style-type: none"> • Chaudière Vapeur Papeterie : 6 MW • Hottes Machine : 7,210 MW • Chaudière bureau MAP : 0,065 MW • CS Sanitaire MAP : 0,045 MW • Chaudière 1 convertant : 1,976 MW • Chaudière 2 convertant : 1,976 MW • ECS Sanitaire CONV : 0,045 MW • Chaudière administratif : 0,075 MW Puissance thermique globale : 17,392 MW A l'exception de la Chaudière Vapeur Papeterie, toutes ces installations fonctionnent uniquement avec du gaz naturel	D
1510-2c	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à	Le volume des entrepôts V = 27 900 m ³	D

Rubrique ICPE	Intitulé de la rubrique ICPE	Caractéristiques de l'installation	Régime
	l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³		
4718-2b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel La quantité totale susceptible d'être présente : b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	-	D
1532-2b	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	10 000 Palettes bois, le volume stocké sur site est de : V = 1 920 m ³	D
4330-2	Liquides inflammables de catégorie 1, La quantité totale susceptible d'être présente : 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t	La quantité susceptible d'être présente dans l'installation est : 3 000 l	D

(A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D : Déclaration)

Article 2.2 : Établissement concerné par la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et aménagements (IOTA)

Les installations exploitées relèvent de la nomenclature IOTA pour la rubrique indiquée dans le tableau ci-dessous :

Rubrique IOTA	Intitulé de la rubrique IOTA	Caractéristiques de l'installation	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : - 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	7ha	D

D (déclaration)

Article 3 : Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont implantées sur les parcelles suivantes :

Commune	Section	Numéro
Torvilliers	A	603
Sainte savine	ZI	48, 49, 50, 52, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64 et 65

L'emprise totale du site s'élève à 27 ha.

Article 4 : Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement est réalisé en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Point de mesure	Emplacement	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
		Période allant de 6h30 à 21h30, sauf dimanches et jours fériés	Période allant de 21h30 à 06h30, ainsi que les dimanches et jours fériés
1	Nord-Est	52,5	45,5
2	Sud-Est	52,5	51,2
3	Nord-Ouest	54,5	44
4	Sud-Ouest	62	48,5

Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A) (mesure effectuée installation en fonctionnement), d'une émergence supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 6h30 à 21h30, sauf dimanches et jours fériés ;
- 3 dB(A) pour la période allant de 21h30 à 06h30, ainsi que les dimanches et jours fériés.

Article 5 : Abrogations

Le chapitre 1.2 et l'annexe confidentielle de l'arrêté préfectoral n° PCICP2024080-0002 du 20 mars 2024 sont abrogés.

L'article 14.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01-1477A du 14 mai 2001 est abrogé.

Les renvois vers les prescriptions des références réglementaires abrogées ci-dessus mentionnés dans les arrêtés préfectoraux applicables aux installations renvoient désormais vers les prescriptions du présent arrêté correspondantes.

Article 6 : Notification et publication

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société WEPA France.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairies de SAINTE-SAVINE et TORVILLIERS pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par les maires de SAINTE-SAVINE et TORVILLIERS, dans leur mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par chacun des maires à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de la commune de SAINTE-SAVINE et le maire de la commune de TORVILLIERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le **05 DEC. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté

autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.